

CELLULE DE CRISE



Photo :

<http://www.la-croix.com/Actualite/France/Charlie-Hebdo-Valls-a-active-la-cellule-interministerielle-de-crise-2015-01-07-1263435>

C'est sous ce titre que le journaliste David Pujadas nous a présenté dimanche 3 janvier 2016 sur France 2 la face cachée des moyens mis en œuvre par les autorités du pays pour faire face aux attentats de l'année 2015.

A propos de l'attentat qui visait le personnel du journal "Charlie Hebdo", M. Pujadas s'interrogeait avec une interlocutrice sur la faiblesse des moyens mis en œuvre pour protéger l'immeuble et les occupants de "Charlie" malgré un premier attentat le 2 novembre 2011. Rappelons que la protection se limitait en janvier 2015, à des patrouilles qui selon le ministère de l'Intérieur passaient devant le journal toutes les 30 à 40 minutes. Rappelons aussi qu'après l'attentat de novembre 2011, le journal bénéficiait d'une protection permanente. Alors que s'est-il passé entre les deux attentats ? Le journaliste n'a pas donné de réponse claire ou n'a pas osé parler, mais les raisons sont évidentes pour le « Canard enchaîné » qui, dans son numéro spécial des événements de l'année 2015, republie un document accablant pour le syndicat de Police Alliance.

En garde !



ALLIANCE
POLICE NATIONALE

LE 4 AVRIL LORS D'UNE AUDIENCE AUPRES DU DIRECTEUR DE LA DOPC NOUS AVONS EXIGÉ L'ARRÊT IMMÉDIAT DE LA MISSION « CHARLIE HEBDO ! »

DEPUIS PLUS DE 7 MOIS LES COMPAGNIES D'INTERVENTION FOURNISSENT JUSQU'À 9 COLLEGUES PAR JOUR POUR LA PROTECTION DES LOCAUX PRIVÉS D'UN JOURNAL

INADMISSIBLE!!!

UN « *luxé* », c'est le mot qu'avait employé, dans un tract distribué en avril 2013, le syndicat de policiers Alliance pour qualifier la « mission "Charlie Hebdo" ». Surveiller les « locaux privés d'un journal » lui paraissait être « une tâche indue ». Et il exigeait l'« arrêt immédiat » de cette protection.

Sept mois après l'incendie criminel qui avait détruit le journal, le bureau parisien d'Alliance tempêtait ferme : « Nos collègues ne sont pas des agents de sécurité ! » La préfecture n'avait pas donné suite, mais, depuis septembre, la « garde statique permanente » devant l'hebdomadaire avait été remplacée par de simples rondes aléatoires.

Entre syndicalisme et instinct policier, c'est la feinte alliance...